

LE PT CRITIQUE LE NOUVEAU DISPOSITIF À L'EMPLOI

«C'est du gaspillage de fonds publics !»

C'est un constat sans appel qu'a dressé hier le secrétariat politique du Parti des travailleurs (PT). Réunis en session plénière, ses membres dressent un tableau noir de la situation sociale et économique qui prévaut.

Nawal Imès — Alger (Le Soir) - Commentant le nouveau dispositif à l'emploi mis en place par le gouvernement, le PT estime que c'est un échec programmé et considère que «le nouveau dispositif à l'emploi, une autre forme de pillage des fonds publics au profit du patronat privé et des multinationales, est déjà porteur de violence car ne pouvant

résorber la demande, de même qu'il institutionnalise un cycle répétitif d'explosions tous les trois ans». Pour le PT, le gouvernement aurait pu trouver d'autres parades pour lutter contre le chômage. «Au lieu de gaspiller les fonds publics dans une opération dont l'échec est établi, il suffit que l'Etat dégage 5,2 milliards de dollars pour relancer les entre-

prises publiques et ce en faisant préserver les 600 000 emplois permanents qu'ils assurent» estime le PT qui se dit également inquiet des dispositions incluses dans le projet des biens domaniaux et la loi sur la concurrence qualifiés de dangereux. Le secrétariat politique «tire la sonnette d'alarme, car non seulement le désastre qu'ont entraîné les pseudo-réformes économiques, est à l'origine de la décomposition sociale tous azimuts et du désespoir de la jeunesse, mais ces dernières qui sapent les bases matérielles

de la nation, interviennent sur fond de crise sociale d'une extrême gravité».

Le PT conclut qu'«en tout état de cause qu'il s'agisse des emplois ou de tout autre question ayant trait à la situation sociale, le pouvoir d'achat en tête, le débat général est la condition pour faire émerger les vraies solutions. C'est là une question de sauvegarde nationale parce qu'en asséchant le vivier du désespoir qui génère la violence, toute manipulation sera vouée à l'échec».

N. I.



Photo : Samir Sidi.

PROGRAMME DE MISE À NIVEAU

Les entreprises industrielles restent en rade, selon Mustapha Benbada

Il n'y pas d'inconvénient, selon Mustapha Benbada, à la fusion «à terme» des programmes de mise à niveau lancés par les ministères de la PME et de l'Industrie. Cela même si les entreprises industrielles restent en rade du programme de mise à niveau.

Chérif Bennaceur — Alger (Le Soir) - Une rencontre d'évaluation des activités du premier semestre 2008 réunit depuis hier et aujourd'hui au siège du ministère de la Petite et Moyenne entreprise (PME) et de l'Artisanat, les directeurs de wilayas de ce secteur. Un bilan mitigé en matière de réalisation des structures d'appui au secteur, avec un taux d'avancement de 50%, a été dressé par le ministre de tutelle, Mustapha Benbada. Donnant le la à cette rencontre, Mustapha Benbada a indiqué que 8 projets sectoriels sont effectivement achevés, 19 en bonne voie de réalisation et 29 entamés. D'où la nécessité selon lui d'accélérer la réa-

lisation de ces projets inachevés avant la fin 2008, notamment dans certaines wilayas où des retards ont été enregistrés. Soit d'insister sur la nécessité de respecter les engagements pris dans le cadre de la réalisation du programme quinquennal de relance économique, et œuvrer à lever toutes les entraves.

Concernant le développement des PME, Mustapha Benbada a indiqué que le Fonds de garantie des risques de crédits (FGAR) a accordé 273 garanties à fin avril 2008, soit une progression de 9% durant le semestre écoulé. Ces garanties représentent un volume d'engagements de l'ordre de 7 milliards de DA, en hausse de 11% par rapport à la fin décembre.

rer. Des entreprises qui activent principalement dans les secteurs du BTP (amélioration du management) et du tourisme (hygiène et accueil). Pour le ministre de tutelle, ce nombre même «moyen» par rapport aux prévisions de 3000 à 5000 adhésions, s'avère cependant «très important».

Le programme d'appui Meda consolidé

Tout en affichant une satisfaction quant aux résultats du programme euro-méditerranéen d'appui à la mise à niveau (M à N) qui a concerné 450 PME, Mustapha Benbada a rappelé que ce programme Meda a été consolidé par un second programme euro-méditerranéen visant le renforcement des capacités compétitives et d'innovation des PME. Et d'indiquer que la délégation de la Commission européenne œuvre à mobiliser les compétences pour le démarrage effectif de ce programme.

Dans le même sillage, 170 entreprises mises à niveau reçoivent actuellement des logiciels pour développer leur compétitivité. En outre, un texte réglementaire est au niveau du secrétariat général du gouvernement et vise à créer des antennes régionales de l'ANDPME, selon Mustapha Benbada.

Des entreprises réticentes à la transparence, selon Benbada

Tout en estimant néanmoins que des entreprises sont réticentes «à s'ouvrir à la transparence en matière comptable et financière que requiert

la mise à niveau». Voir, «certaines entreprises déclarées font dans l'opacité et ont même présenté deux bilans comptables dans le cadre du programme Meda», Mustapha Benbada a signalé. Dans cet ordre d'idées, et en marge de cette rencontre, Mustapha Benbada a été relancé sur la controverse qui l'oppose à son collègue à l'Industrie et la Promotion de l'Investissement, Abdelhamid Temmar. Une controverse liée notamment à la possibilité de fusion des programmes sectoriels de mise à niveau lancés sous l'égide de leurs deux départements ministériels.

Pas d'inconvénient à la fusion mais...

«Loin de toute polémique, je ne vois pas d'inconvénient, à terme, à fusionner ces programmes», dira Mustapha Benbada. Pour peu cependant, selon lui, que ces programmes soient «opérationnels», basés sur du «concret» et «dont on a pu évaluer l'impact sur le terrain». A ce propos, Mustapha Benbada a rappelé sa proposition de créer une «instance de coordination stratégique» des programmes, d'autant, selon lui, que des secteurs d'activité pratiquent une mise à niveau «non-dite». Une telle proposition serait alors opportune, permettant d'avoir une «ligne directrice d'ensemble cohérente» et laissant latitude à chaque secteur de gérer son propre programme.

Les entreprises industrielles restent en rade

Or, a contrario des entreprises de

services, les entreprises industrielles de production restent en rade du programme de mise à niveau, Mustapha Benbada a laissé entendre, en estimant que le programme de mise à niveau initié par le ministère de l'Industrie en collaboration avec l'Onudi «restait limité» et qu'il n'y a pas de programme de mise à niveau effectif et répondant aux besoins des entreprises industrielles. Et en rappelant qu'il avait signé un accord avec l'ancien ministre de l'Industrie, Mahmoud Khoudri dont il a remis une copie à son successeur. Par le biais de cet accord, les entreprises industrielles de moins de 50 employés pourraient bénéficier d'une mise à niveau que le ministère de la PME prendrait en charge jusqu'à ce que le département de Temmar développe son programme de mise à niveau. Ce qui semble relever encore de l'arbitraire.

C. B.

STATISTIQUES SUR LES PME
Un problème se pose avec l'ONS

En matière de statistiques du secteur de la PME, un «problème d'harmonisation des méthodes de calcul» existe avec l'Office national des statistiques (ONS) selon Mustapha Benbada pour qui les recommandations du récent atelier sur le système d'informations statistiques sont en train d'être examinées. Mais «cela prendra du temps», relèvera Mustapha Benbada qui a estimé que si les critères du Cetic étaient pris en compte, le nombre de PME dépasserait les 700 000 activités.

C. B.

ÉLECTRO-INDUSTRIE

DE FRÉHA

Des syndicalistes en grève de la faim

Dans une déclaration remise à notre journal, les membres du syndicat d'entreprise UGTA d'Electro-Industrie, ex-ENEL, de Fréha, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, se déclarent en grève de la faim depuis hier mercredi.

Une action qu'ils entendent mener jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Les membres de la section syndicale, qui ont engagé un bras de fer avec la direction, exigent de cette dernière la reconnaissance de l'exercice du droit syndical et du statut de partenaire social au syndicat d'entreprise ainsi que la réintégration d'un cadre «abusivement» licencié.

Ces syndicalistes motivent le recours à la grève de la faim par «le souci, écrivent-ils, de préserver l'entreprise, l'un des fleurons de l'industrie nationale», estimant que la cessation de l'activité risque de la précipiter dans le désastre, elle qui en butte à des difficultés structurelles.

S. A. M.

600 PME adhèrent au Programme national de mise à niveau

Par ailleurs, Mustapha Benbada a indiqué que la campagne nationale d'information et sensibilisation, liée au Programme national de mise à niveau des PME, a suscité l'adhésion à ce programme de 600 PME dont une cinquantaine d'entreprises éligibles seront concernées par les opérations de diagnostic. En fait, selon le directeur général de l'ANDPME, Rachid Moussaoui, 229 entreprises ont adhéré massivement à ce programme et 380 ont manifesté leur intérêt à adhérer.

UN ATELIER LUI SERA CONSACRÉ LE 14 MAI 2008 À GHARDAÏA

Le financement, nœud gordien des PME

Le Conseil national consultatif pour la promotion des PME (CNC-PME) organise, sous le patronage du ministre de la PME et de l'Artisanat, en partenariat avec la Bourse de sous-traitance et du partenariat du Sud (BASTP-Sud) et avec l'appui de la Direction de la PME de la wilaya de Ghardaïa, le mercredi 14 mai 2008, un atelier sur «les instruments de financement de la PME et l'expérience espagnole».

Cet atelier, initié par la commission économique et financière du CNC-PME avec le soutien de la fondation Ciem et l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), inaugure un cycle de rencontres sur la problématique du financement de la PME. En fait, la problématique du financement est non seulement un sujet récurrent mais surtout une préoccupation majeure

de la nation, interviennent sur fond de crise sociale d'une extrême gravité». Le PT conclut qu'«en tout état de cause qu'il s'agisse des emplois ou de tout autre question ayant trait à la situation sociale, le pouvoir d'achat en tête, le débat général est la condition pour faire émerger les vraies solutions. C'est là une question de sauvegarde nationale parce qu'en asséchant le vivier du désespoir qui génère la violence, toute manipulation sera vouée à l'échec».

des PME et d'une caisse mutualiste en tant qu'instruments structuraux de la politique de développement de la PME. A ce propos, le CNC-PME préconise un certain nombre de mesures dont la diversification de l'instrumentation financière de la PME et la formation et le recyclage des ressources humaines des banques en matière de gestion du risque afin qu'elles intègrent les spécificités de la PME. Mais aussi le développement des capacités managériales des PME à travers notamment les actions de mise à niveau, le développement de l'activité de conseil aux entreprises, notamment l'ingénierie financière. Cette rencontre permettra ainsi, à la lumière de l'expérience espagnole et à travers l'analyse de l'expérience espagnole et à travers de proposer des mesures durables à mettre en œuvre par les pouvoirs publics pour promouvoir la création ainsi que la croissance des PME.

C. B.